

<https://divergences.be/spip.php?article4522>



# La dernière guerre d'Israël aux côtés d'une puissance impériale s'est retournée contre lui. Celle-ci le pourrait aussi

Publication date: vendredi 27 mars 2026

- Aujourd'hui - 2026 - Avril 2026 - Israël Palestine -

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

Origine [+972mag](#)

5 mars 2026

Pour la première fois depuis 1956, Israël combat avec un hégémon occidental pour un changement de régime dans une guerre dont les répercussions politiques sont loin d'être certaines.

Le 29 octobre 1956, une force de parachutistes israéliens a atterri au col de Mitla, dans la péninsule du Sinaï. Deux heures plus tard, le porte-parole de l'armée israélienne a publié une annonce triomphante : « Les forces de Tsahal sont entrées et attaquées les unités Fedayeen à Ras Al-Naqab et Kuntila et ont pris des positions à l'ouest du carrefour de la route de Nakhel, près du canal de Suez. Cette action a suivi les attaques militaires égyptiennes contre les transports israéliens par voie terrestre et maritime, qui ont tendance à causer des destructions et à priver les citoyens israéliens de leur vie paisible. »

La déclaration, rédigée personnellement par le chef d'état-major de l'armée israélienne de l'époque, Moshe Dayan, était presque entièrement fautive du début à la fin. Les parachutistes de Mitla ne combattaient pas des « unités Fedayeen » palestiniennes, mais des forces régulières de l'armée égyptienne. L'opération n'était pas non plus une réponse aux « attaques égyptiennes » contre les transports israéliens.

Au contraire, elle marqua le début d'une guerre qu'Israël lança avec la Grande-Bretagne et la France, les grandes puissances impériales de l'époque. Comme l'a dit le Premier ministre israélien David Ben-Gourion juste avant l'assaut, l'objectif était de « réorganiser le Moyen-Orient » et de provoquer la chute du président égyptien Gamal Abdel Nasser, dont les politiques menaçaient les intérêts britanniques, français et israéliens.

Selon les Archives de l'Armée israélienne et de l'Établissement de défense, l'invasion de l'Égypte qui a commencé au col de Mitla « plus tard connue en Israël sous le nom de guerre du Sinaï, et dans le monde entier sous le nom de crise de Suez » « était unique dans l'histoire de l'État d'Israël » car « deux puissances européennes ... l'a rejoint dans un mouvement militaire conjoint avec Israël. »

Pendant des décennies, cela a constitué une anomalie historique. Aujourd'hui, seulement 70 ans plus tard, ce n'est plus le cas. Pour la première fois depuis 1956, Israël est entré en guerre aux côtés d'une grande puissance occidentale « en effet, la plus grande du monde » dont le secrétaire d'État a récemment salué l'héritage impérial de l'Occident lors de la Conférence de sécurité de Munich.

L'armée israélienne a qualifié l'assaut conjoint avec l'armée américaine de « frappe préventive », mais, comme en 1956, cela aussi est un mensonge. Peu de gens croient sérieusement que l'Iran était sur le point d'attaquer. La guerre actuelle est une guerre de choix, initiée par les États-Unis et Israël, tout comme la campagne du Sinaï a été décidée à l'avance par les dirigeants israéliens, français et britanniques.

[[https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH295/port\\_said\\_from\\_air-652ad.jpg](https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L400xH295/port_said_from_air-652ad.jpg)]

**De la fumée s'élève des réservoirs de pétrole près du canal de Suez lors de l'assaut initial anglo-français sur Port-Saïd, le 5 novembre 1956**

En 1956, Israël avait ses propres objectifs : stopper les opérations militaires transfrontalières palestiniennes organisées depuis la bande de Gaza contrôlée par l'Égypte et contrecarrer le renforcement militaire égyptien, comme en témoigne son accord d'armement de 1955 avec le bloc soviétique.

Mais avec le recul, il est clair que la guerre portait indéniablement des caractéristiques coloniales. La Grande-Bretagne s'opposa à la nationalisation du canal de Suez par Nasser, et la France fut troublée par son soutien aux rebelles en Algérie, alors encore sous domination française. Ben-Gourion et Dayan pensaient qu'Israël pouvait exploiter ces considérations coloniales à des fins stratégiques, notamment pour faire avancer le renversement du régime de Nasser.

La guerre actuelle contre l'Iran s'accompagne de ses propres justifications : éliminer les capacités nucléaires et missiliques de l'Iran et mettre fin à son soutien aux proxies régionaux au Moyen-Orient et, bien sûr, libérer le peuple iranien de son régime oppressif. Mais peu importe à quel point ces préoccupations sont réelles et pressantes, il est indéniable que les États-Unis et Israël partagent des objectifs plus larges d'une nature clairement impériale : renverser le régime iranien et établir un nouvel ordre au Moyen-Orient.

Il est notable que, depuis les 70 années qui ont suivi la guerre du Sinaï, Israël a évité de s'engager ouvertement dans les guerres américaines, présentant toujours ses campagnes comme des actes souverains entrepris en son propre nom. En effet, Israël s'est irrité face aux accusations de servir de mandataire américain. Même lorsque le Premier ministre Benjamin Netanyahu a déclaré l'été dernier qu'Israël « combattait au nom de la civilisation occidentale », il a continué à faire semblant de le faire de son plein gré.

Cette supposée indépendance a toujours été quelque peu illusoire, puisque les guerres d'Israël et son occupation vieille de plusieurs décennies ont dépendu de l'argent américain, des armes, de la coordination et du soutien diplomatique. Pourtant, les deux gouvernements ont maintenu cette apparence de séparation. Lors des guerres du Golfe de 1991 et 2003, les États-Unis ont déployé de grands efforts pour éloigner Israël des combats. Même la « guerre de 12 jours » de juin dernier contre l'Iran était ostensiblement une guerre « israélienne », que Trump n'a rejointe qu'à son dénouement.

Plus maintenant. Cette fois, Washington et Tel Aviv marchent ouvertement en même temps, et leurs objectifs communs vont au-delà de l'établissement d'un nouvel ordre régional. Le secrétaire à la Défense américain, Pete Hegseth, a récemment salué Israël comme un « partenaire capable » qui combat « sans règles d'engagement stupides », contrairement à « tant de nos alliés traditionnels qui se tordent les mains et serrent leurs perles, hésitant sur l'usage de la force ». Son homologue israélien, Israel Katz, n'aurait pas pu mieux formuler l'éthique de guerre israélienne actuelle.

Si, en 1956, Israël pouvait conquérir seul la péninsule du Sinaï, cette fois aussi, il n'avait pas vraiment besoin d'une puissance occidentale pour frapper l'Iran et gravement endommager ses programmes nucléaires et de missiles. Cela l'a prouvé en juin dernier. Par conséquent, la décision d'agir conjointement semble liée précisément aux objectifs « plus larges » : un changement de régime et un Moyen-Orient réorganisé.

Il n'est pas certain que ces objectifs puissent être atteints (du moins par les moyens choisis par le bombardement aérien), mais ce qui est clair, c'est qu'Israël manque de puissance militaire et de capital politique suffisants pour tenter seul un tel projet. Cela ne peut se faire qu'aux côtés d'une puissance mondiale comme les États-Unis et uniquement par une guerre ouvertement impériale.

### **Le pari d'Israël**

En 1956, Israël a rapidement gagné. En cinq jours, il avait conquis la péninsule du Sinaï avec relativement peu de pertes. Mais le résultat politique était une autre histoire.

Une coalition américano-soviétique extraordinaire força Israël, la Grande-Bretagne et la France à se retirer, les

humiliant. Israël a dû mettre de côté la grande vision de Ben-Gourion d'un « Troisième Royaume d'Israël », proclamée avec son pathos caractéristique à la fin de la guerre. Et surtout, Nasser en sortit victorieux. Dans la décennie précédant la guerre de 1967, il devint le leader incontesté du monde arabe et l'une des figures les plus marquantes de ce qu'on appelait alors le tiers-monde.

Quelques jours après le début de la guerre actuelle, la République islamique a subi de lourds coups, notamment l'assassinat du Guide suprême Ali Khamenei. Même si le régime s'avère capable de soutenir un conflit prolongé, la supériorité militaire d'Israël et de l'Amérique est absolue : presque n'importe quel pays aurait du mal à égaler la force combinée de l'armée la plus puissante du monde aux côtés de la plus puissante armée du Moyen-Orient.

La question centrale ne porte donc pas seulement sur la manière dont la guerre se déroule militairement, mais aussi sur son objectif politique. Et ici, la situation est bien plus compliquée. Si le régime iranien s'effondre effectivement ou subit une « venéluisation », c'est-à-dire qu'il reste formellement intact tout en se pliant aux diktats américains Israël revendiquera une place de premier plan à la table pour façonner un nouvel ordre au Moyen-Orient.

Un tel ordre, fondé sur un usage incontrôlé de la force, pourrait accorder à Israël une plus grande latitude non seulement pour « contenir » l'Iran, mais aussi pour accélérer l'annexion en Cisjordanie et écraser la bande de Gaza. Il est également très possible que le calendrier choisi par Netanyahu soit lié à son désir d'empêcher toute transition vers une seconde phase du cessez-le-feu à Gaza. Après que le Premier ministre israélien soit devenu un partenaire aussi intime dans la guerre contre l'Iran, il est difficile de voir comment Trump aurait pu le pousser à se retirer de la moitié de la bande sans désarmer complètement le Hamas.

Mais si l'objectif plus large échoue si le régime iranien survit la décision d'Israël de mener une guerre conjointe avec les États-Unis pourrait se retourner contre lui.

Le soutien à la campagne de bombardements parmi le public américain est faible, et les critiques la qualifient déjà de « guerre israélienne ». Le commentateur de droite Tucker Carlson a soutenu que « la guerre a éclaté parce qu'Israël voulait qu'elle éclate ... elle n'a pas explosé au nom des intérêts de sécurité nationale américaine. » Le sénateur démocrate Chris Murphy a averti que « l'idée que Netanyahu puisse décider où l'Amérique va en guerre, en risquant la vie de centaines, voire de milliers de soldats américains, est glaçante. »

Même le secrétaire d'État Marco Rubio a d'abord suggéré que les États-Unis n'avaient rejoint que parce qu'Israël avait frappé en premier des propos qu'il a ensuite retirés pour s'aligner sur Trump, qui a rapidement cherché à rejeter cette idée (« Au contraire, j'aurais peut-être forcé Israël à agir »). Si la guerre échoue à atteindre ses objectifs et entraîne des dizaines de pertes américaines, Israël pourrait bien devenir le bouc émissaire aux États-Unis.

En Israël, les responsables ont salué la rhétorique sévère contre l'Iran provenant des États du Golfe attaqués, dont l'Arabie saoudite, le Qatar, les Émirats arabes unis, le Koweït et Bahreïn, l'interprétant comme un signe d'intérêts convergents contre l'ennemi commun, l'Iran. Mais cela pourrait mal interpréter la réalité.

Un commentateur saoudien s'est récemment plaint sur Al-Araby que l'Iran attaquait des cibles dans les États voisins du Golfe au lieu de frapper plus fort Israël, citant une frappe à Beit Shemesh comme exemple d'une attaque iranienne réussie. En d'autres termes, le « partenaire saoudien » qu'Israël désire souhaite plus de pertes israéliennes. Un autre commentateur saoudien a déclaré à Al Jazeera que, malgré la colère contre l'Iran, le Royaume « ne peut pas rejoindre une attaque israélienne ».

Actuellement, l'Iran semble parier que ses attaques contre les États du Golfe, ainsi que la fermeture du détroit d'Ormuz malgré le sentiment négatif que ces actes suscitent dans le monde arabe feront pression sur ces États pour inciter les États-Unis à mettre fin à la guerre. Il y a une certaine logique là-dedans ; en fait, le Qatar et les

Émirats arabes unis font semblant pression sur Trump pour qu'il mette fin à la guerre le plus rapidement possible. Les États du Golfe peuvent être en colère contre l'Iran, mais ils pourraient aussi accuser Israël d'avoir déclenché cette guerre.

Si la guerre se termine sous une telle pression, l'Iran aura du mal à déclarer la victoire après avoir subi de lourdes pertes. Mais l'image d'Israël en tant qu'État tout-puissant au Moyen-Orient pourrait être affaiblie plutôt que renforcée. Après tout, il aura déployé toute sa puissance militaire, recruté son grand allié américain, et échoué à atteindre ses objectifs politiques.

Moins d'une semaine après le début de la guerre, il est impossible de parler du « lendemain ». Pour l'instant, on peut dire qu'Israël a défié une pratique de 70 ans, s'allant à la plus grande puissance impériale du monde et menant ouvertement la guerre à ses côtés. Cela peut sembler être un pari stratégique, mais le fait qu'Israël ait choisi d'effacer la distance entre lui et les États-Unis — perçue par beaucoup dans le monde arabe comme la principale source de l'instabilité de la région — pourrait finalement jouer contre lui.